

The logo for CREPS, featuring the word "CREPS" in a stylized, italicized, white sans-serif font on a dark blue rectangular background.

MONTPELLIER

CREPS MONTPELLIER
REPRESENTE PAR M JEROME DAVAL
2 AVENUE CHARLES FLAHAULT
34090 MONTPELLIER

CREPS
RÉNOVATION BÂTIMENT
BARCELONE

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

PHASE	N° PIECE	INDICE	ECHELLE
DCE	ADM-03	A	-

FORMAT A4

DATE CREATION juil. 25

DATE MODIFICATION juil. 25

FOUQUET ARCHITECTURE
NATHANAËL ET JULIE FOUQUET
55 RUE HAGUENOT 34070 MONTPELLIER
T 04 67 92 45 82
M AGENCE@FOUQUET.ARCHI

CREPS-BARCELONE

The logo for Fouquet Architecture, featuring a large, stylized letter 'F' in grey and red, followed by the word "OUQUET" in a grey sans-serif font, the website "www.fouquet.archi", the email "agence@fouquet.archi", and the word "RCHITECTURE" in a red serif font.

TABLE DES MATIERES

OBJET.....	3
DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	3
REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
DEVELOPPEMENT DURABLE	4
PIECES CONTRACTUELLES – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	4
PIECES CONTRACTUELLES	4
PIECES PARTICULIERES	4
PIECES GENERALES.....	4
FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
INTERVENANTS.....	5
MAITRISE D'ŒUVRE	5
CONTROLE TECHNIQUE	5
SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	5
CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
DELAI GLOBAL D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
DUREE DES TRAVAUX	5
CALENDRIER PREVISIONNEL ET DETAILLE D'EXECUTION	6
CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	6
DELAIS PARTIELS	6
PRIX 6	
CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	6
MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	6
REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	7
GARANTIES FINANCIERES	7
AVANCE	7
CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	8
GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	8
MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS	8
PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
INFORMATIONS A UTILISER POUR LA FACTURATION ELECTRONIQUE	8
DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	9
PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	9
CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	9
IMPLANTATION DES OUVRAGES	9
PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	9
PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	9
REGISTRE DE CHANTIER.....	10
ÉTUDES D'EXECUTION	10
INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	10
GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	10
REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	11
DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	11
RECEPTION DES TRAVAUX	11
GARANTIE DES PRESTATIONS	11

DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	11
PENALITES	11
PENALITES DE RETARD	11
PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
AUTRES PENALITES SPECIFIQUES.....	12
RETENUES.....	13
ASSURANCES.....	13
RESILIATION DU CONTRAT	13
CONDITIONS DE RESILIATION	13
REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	13
REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	14
REGLEMENT DES LITIGES.....	14
LANGUES.....	14
CLAUSES COMPLEMENTAIRES	14
DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....	14
ANNEXE - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	15
A.1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
A.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
A.2.1 - AUTORISATION DE DESIGNATION D'UN AUTRE PRESTATAIRE.....	15
A.2.2 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	15
A.2.3 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES.....	15
FABIEN.MANIACI@CREPS-MONTPELLIER.SPORTS.GOUV.FR	16
A.2.4 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
A.2.5 - AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS	16
A.2.6 - MESURES DE SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	16
A.2.7 - SORT DES DONNEES.....	16
A.2.8 - DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES.....	16
A.2.9 - REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	16
A.2.10 - DOCUMENTATION.....	17
A.3 - OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	17

OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

OBJET

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux :

RÉNOVATION DU BÂTIMENT BARCELONE AU CREPS DE MONTPELLIER

Lieu(x) d'exécution : 2 Avenue Charles FLAHAULT 34090 Montpellier.

DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les prestations sont réparties en **12 (douze) lot(s)** :

Lot(s)	Désignation
01	DEMOLITION - MACONNERIE Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Consignations • Déposes diverses • Démolitions diverses • Reprises en sous œuvre • Maçonneries diverses
02	MENUISERIES EXTÉRIEURES Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture et pose de menuiseries aluminium
03	CLOISON DOUBLAGE ISOLATION FAUX PLAFOND Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Création de cloisons et trappes
04	MENUISERIES INTÉRIEURES Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture et pose de portes
05	REVÊTEMENT DE SOL Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de ragréage compris préparation des supports • Fourniture et pose de sol souple
06	REVÊTEMENT DE MUR PEINTURE Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Peinture murs, plafonds et menuiseries intérieures
07	CARRELAGE FAÏENCES Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture et pose de carrelage sol • Sujétion • Fourniture et pose de faïences murales
08	PLOMBERIE VMC ECS Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Consignations • VMC et eau chaude sanitaire • Fourniture et pose de sèche serviette
09	ELECTRICITÉ Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Consignations • Raccordement et mises aux normes • Fourniture et pose appareillage • Gestion d'accès SSI Les travaux à réaliser comprennent :

	Mise aux normes et complément système
10	NETTOYAGE Les travaux à réaliser comprennent : Nettoyage de fin de chantier
11	MOBILIER (Option) Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Fourniture pose et mises en jeu mobilier
12	ITE ENDUIT EXTERIEUR (Option) Les travaux à réaliser comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une ITE sur l'ensemble du bâtiment Enduit et finitions

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 (trois) ans à compter de la notification du présent marché.

DEVELOPPEMENT DURABLE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans les Cahiers des Clauses. Le titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché, est soumis à des obligations environnementales et notamment en matière de gestion des déchets de chantier.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se verra, après mise en demeure restée infructueuse, appliquer des pénalités telles qu'indiquées au CCAP.

Concernant la gestion des déchets, le Maître d'ouvrage veillera à la bonne exécution par le titulaire des obligations telles que définies à l'article 36.2 du CCAG travaux.

PIECES CONTRACTUELLES – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

PIECES CONTRACTUELLES

PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (**AE_ATTRI1**) et ses annexes ;
- Les modifications du marché (**EXE10 - Ex : avenants**), postérieurs à la notification du marché ;
- Les ordres de service (**OS**), postérieurs à la notification du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (**DC4**) postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (**DPGF**) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (**CCTP**) ;
- Le calendrier détaillé d'exécution (**CD**) ;
- Le mémoire technique (**MT**) justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprenant toutes justifications et observations de l'entreprise.

PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG des marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECOM2106871A);
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux;

- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU) ;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales;
- Le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) ;
- Le permis de construire et ses annexes ;
- Les règlements de voirie éventuels applicables dans la commune où se situe l'opération;
- Note détaillant les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier.

FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

INTERVENANTS

MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

FOUQUET ARCHITECTURE

55 rue HAGUENOT

34000 MONTPELLIER

Tél. : 04 67 92 45 82 | Courriel : agence@fouquet.archi

Elle est représentée par : Madame Julie FOUQUET et Monsieur Nathanaël FOUQUET

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est constituée des éléments : ESQ - AVP - PRO - ACT - VISA - DET et AOR.

CONTROLE TECHNIQUE

Le contrôle technique est assuré par :

BTP CONSULTANT – 40 avenue Théroigne de Méricourt, 34000 Montpellier

SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

La mission de Coordonnateur SPS est assurée par :

BTP CONSULTANT – 40 avenue Théroigne de Méricourt, 34000 Montpellier

COORDONITEUR SSI

La mission de Coordinateur SSI est assurée par :

NAMIXIS & SSICoor – 605 Avenue des Romains, 34130 Saint-Aunès

CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

DELAJ GLOBAL D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **21 (vingt-et-une) semaines**, période de préparation comprise de 4 (quatre) semaines, et hors options.

DUREE DES TRAVAUX

La durée des travaux propre à chaque lot est définie dans le planning provisionnel joint.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 6 (six) jours.

CALENDRIER PREVISIONNEL ET DETAILLE D'EXECUTION

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

- A)** Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par la maîtrise d'œuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier.

Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur 10 (dix) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

- B)** Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.
- C)** Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le calendrier détaillé d'exécution peut être modifié dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

DELAIS PARTIELS

Les délais partiels, distincts des délais de chaque lot, spécifiques à certains ouvrages ou parties d'ouvrages sont les suivants :

Sans objet.

PRIX

CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En aucun cas, après signature du marché, le titulaire ne pourra invoquer une omission du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour demander une modification de son prix. Aucun « Travaux supplémentaires » ne sera délivré sans l'accord du Maître d'Ouvrage.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **la signature des marchés** ; ce mois est appelé « **mois zéro** ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 100,00\% (BT01 (n) / BT01 (o))$	Tous les prix
02	$C_n = 100,00\% (BT27 (n) / BT27 (o))$	Tous les prix
03	$C_n = 100,00\% (BT08 (n) / BT08 (o))$	Tous les prix

04	Cn = 100,00% (BT18a (n) / BT18a (o))	Tous les prix
05	Cn = 100,00% (BT10 (n) / BT10 (o))	Tous les prix
06	Cn = 100,00% (BT46 (n) / BT46 (o))	Tous les prix
07	Cn = 100,00% (BT09 (n) / BT09 (o))	Tous les prix
08	Cn = 100,00% (BT38 (n) / BT38 (o))	Tous les prix
09	Cn = 100,00% (BT47 (n) / BT47 (o))	Tous les prix
10	Cn = 100,00% (BT01 (n) / BT01 (o))	Tous les prix
11	Cn = 100,00% (BT18a (n) / BT18a (o))	Tous les prix
12	Cn = 100,00% (BT52 (n) / BT52 (o))	Tous les prix

Selon les dispositions suivantes :

Cn : coefficient de révision ;

Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n ;

Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le(s) index de référence, calculé(s) par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) et publié(s) par le ministère de l'Économie et des Finances.

En outre, si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG Travaux, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des indices ou index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de garantie de 5,00 (cinq) % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

AVANCE

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots répondant aux conditions prévues à l'article 9.1 ci-dessous.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux. Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les 2 (deux) lots suivants :

CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 (cinquante mille) Euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 (deux) mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé **jusqu'à 10,00 (dix) % du montant initial**, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à **10,00 (dix) %** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 (soixante-cinq) % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 (quatre-vingts) %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une **garantie à première demande** à concurrence de 100,00 (cent) % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les 10 (dix) jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

INFORMATIONS A UTILISER POUR LA FACTURATION ELECTRONIQUE

Le numéro de SIRET du **CREPS DE MONTPELLIER** est le :

193 400 991 000 17

Et le libellé de la structure est :

CREPS DE MONTPELLIER

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 (trente) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 (quarante) Euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage.

PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 (quinze) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Adresse d'exécution :

2 Avenue Charles FLAHAUT 34090 MONTPELLIER

Notification par le biais du profil d'acheteur : La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG Travaux.

CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

IMPLANTATION DES OUVRAGES

Selon les dispositions prévues au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 1 (un) mois.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, cette période débute à compter de la notification du marché.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 (trente) jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 (trente) jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Cette période préparatoire comprend les approvisionnements relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre en vue des travaux.

SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 (cinq) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

REGISTRE DE CHANTIER

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

ÉTUDES D'EXECUTION

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 (quinze) jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le Maître d'œuvre.

INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets.

Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

De plus, le titulaire doit se conformer aux prescriptions prévues au CCTP ainsi que les dispositions relatives à la protection de l'environnement indiquées au mémoire technique que l'entreprise a proposées d'adopter pour l'exécution du marché.

REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont à la charge du titulaire et compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit également remettre 2 (deux) exemplaire(s) de la version papier ou physique numérique des documents.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 1 000,00 (mille) Euros par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte.

Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

RECEPTION DES TRAVAUX

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

GARANTIE DES PRESTATIONS

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard ne sera pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché.

PENALITES DE RETARD

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement et/ou du délai d'exécution des travaux contractuels, une pénalité forfaitaire de 500,00 (cinq cents) Euros.

PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 (dix) % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

AUTRES PENALITES SPECIFIQUES

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Présentation d'échantillons, maquettes et prototypes	Forfaitaire	100,00	Tout retard dans la présentation d'échantillons, maquettes et prototypes demandés à l'entrepreneur dans le but de procéder aux essais contractuels ou de choisir les matériaux ou matériels
Absence aux réunions de chantier	Journalière	100,00	Uniquement lorsque le titulaire a été dûment convoqué
Gestion des déchets de chantier	Journalière	100,00	En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire se verra, après mise en demeure restée infructueuse, appliquer des pénalités.
Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Documents	Journalière	100,00	Tous retard dans la fourniture par l'entreprise de tout document à sa charge tel qu'il ressort de son marché (documents nécessaires à la cellule de synthèse, PPSPS, DOE complets...)
Observations du Maître d'œuvre, SPS et/ou Bureau de contrôle	Forfaitaire	200,00	Non-respect ou retard dans la mise en œuvre des obligations formulées pour le bon fonctionnement du chantier par le Maître d'œuvre, l'OPC, le coordonnateur Santé Sécurité et le Bureau de contrôle
Stockage de produits de déchets ou de matériel en dehors des zones prévues	Journalière	150,00	En cas de stockage de produits ou de matériel en dehors des zones prévues, notamment pour les produits polluants.
Non-respect du nettoyage de chantier ou de la voirie autour du chantier	Forfaitaire	200,00	Pénalité appliquée par infraction constatée, en plus de l'obligation de nettoyage
Levée des réserves	Journalière	100,00	Travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception. Cette pénalité sera appliquée à compter de la fin du délai fixé pour lever les réserves

Les constatations pourront être signalées par :

- Un représentant de la maîtrise d'œuvre ;
- Un représentant de la maîtrise d'ouvrage.

À la suite d'un compte-rendu ou un email constatant le manquement, l'entreprise disposera d'un délai de 48 (quarante-huit).

RETENUES

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, **une retenue égale à 1 000,00 (mille) Euros est prélevée sur le dernier acompte.** Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (*dérogation au délai*), tout titulaire (*mandataire et cotraitants inclus*) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la **responsabilité civile** découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la **garantie décennale** couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

RESILIATION DU CONTRAT

CONDITIONS DE RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux. Conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas à la réglementation en vigueur, aux dispositions du marché, aux ordres de service, le pouvoir adjudicateur peut, après une mise en demeure du titulaire restée sans effet, décider de la résiliation du marché.

Cette résiliation sera aux frais et risques de l'entrepreneur.

Les mesures prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés, sont à sa charge et il sera, le cas échéant, passé un marché avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 (cinq) %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222- 7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'1 (un) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'1 (un) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'1 (un) mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige ou différent survenant lors de l'exécution du marché, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales

Place Felix-Baret - CS 80001

13 282 MARSEILLE CEDEX 06

Adresse internet (URL) : <http://www.paca.pref.gouv.fr>

L'organe compétent auprès duquel peut être déposé un recours est :

Tribunal Administratif de Montpellier

6, rue de Pitot

34063 MONTPELLIER

Tél : 04 67 54 81 00 | Télécopie : 04 67 54 81 56 | Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr>

LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française.

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectuera respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il devra être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et, le cas échéant pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire prendra les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donneront lieu à la signature, par les parties, d'une modification du contrat (*Ex : avenant*).

DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

CCAP	CCAG-Travaux
L'article 3 1 - Pièces contractuelles – Forme des notifications et informations	Article 4.1
L'article 6.2 - Délai d'exécution	Article 18.1.1
L'article 6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	Article 18.1.4
L'article 7.2 - Modalités de variation des prix	Article 9.4.4
L'article 11.3.1- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	Articles 18.1.1 et 28.1
L'article 15– Pénalités	Articles 19.2.1 et 19.2.2

L'article 15.1 - Pénalités de retard	Articles 19.4.3 et 19.2.4
L'article 16 - Assurances	Article 8.1.3

ANNEXE - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données », et de la loi « Informatique et Libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

A.1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

A.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- Assister l'acheteur dans la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à assurer la sécurité du traitement ;
- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

A.2.1 - AUTORISATION DE DESIGNATION D'UN AUTRE PRESTATAIRE

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 (six) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

A.2.2 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

A.2.3 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

fabien.maniaci@creps-montpellier.sports.gouv.fr

A.2.4 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

A.2.5 - AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

A.2.6 - MESURES DE SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

A.2.7 - SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à certifier par écrit de la destruction des données à caractère personnel.

A.2.8 - DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

A.2.9 - REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

A.2.10 - DOCUMENTATION

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

A.3 - OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article « Description du traitement de données à caractère personnel »,
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.